

Une impudence juridique, politique et morale contre Cuba (+Photos)

Image not found or type unknown



Par : José R. Oro*

Connecticut, États-Unis (RHC) Le 12 janvier, un projet de loi a été présenté à la Chambre des représentants du Congrès des États-Unis pour tenter d'empêcher que Cuba soit retirée de la tristement célèbre liste des " pays parrains du terrorisme " dans laquelle elle n'aurait jamais dû être incluse.

Cette législation n'a rien à voir avec le terrorisme, mais constitue simplement une manœuvre politique fasciste visant à éviter une telle exclusion, qui est inévitable et à venir. C'est une conséquence de la lutte intense contre le maintien de Cuba sur cette liste et de la victoire de candidats présidentiels progressistes au Mexique, au Chili, au Honduras, en Colombie et au Brésil, avec un climat international très, très différent de l'ère de Bolsonaro, Uribe et Piñera.

Qu'est-ce que la liste des "pays soutenant le terrorisme" ?

"Pays parrainant le terrorisme international" est une désignation appliquée unilatéralement par le département d'État américain aux États que le gouvernement de Washington considère comme des collaborateurs d'"organisations terroristes", elles-mêmes identifiées unilatéralement. L'inscription sur la liste implique des sanctions strictes de toutes sortes.

Les "organisations terroristes" mises en cause par le gouvernement américain sont les suivantes :

- Al-Qaeda
- État islamique d'Irak et du Levant.
- Armée de libération nationale (ELN, Colombie)
- Sentier lumineux (PCP - SL, Pérou)
- Dissidences des FARC - EP, Colombie.
- Euskadi Ta Askatasuna (ETA, Espagne, France)
- Lutte révolutionnaire, Grèce
- Parti révolutionnaire de la libération du peuple, Turquie
- Continuity Irish Republican Army (CIRA) Irlande
- La véritable armée républicaine irlandaise (RIRA), Irlande
- Ansar al-Shari'a à Derna, Libye.
- Ansar al-Sharia Tunisie, Egypte,
- Ansar Bait al-Maqdis, Égypte.
- Ansaru, Nigeria.
- Boko Haram, Nigeria.
- Brigade al-Mulathamun, Algérie.
- Conseil de la Shura autour de Jérusalem, Égypte.
- État islamique d'Irak et du Levant, Libye.

Comme on peut le constater, ce sont toutes des organisations qui s'opposent aux États-Unis, en particulier à leur politique internationale. Aucune organisation pro-américaine, aussi violente soit-elle, n'est considérée comme terroriste dans le monde. On peut citer des monstruosité de groupes comme :

Alternative allemande, Centuries noires, Cercle Proudhon, Combat 18, Front d'action des socialistes nationaux/activistes nationaux, Front nationaliste d'Afrique du Sud, Gesinnungsgemeinschaft der Neuen Front, Groupes nationalistes révolutionnaires, Jeune Europe, Ligue de défense juive, Ligue mondiale pour la liberté et la démocratie, Lincoln-88, Loups gris, Mouvement d'action civique, Le mouvement Pro Chemnitz, l'Organisation militante des nationalistes russes, l'Organisation terroriste de combat, le gang Ryno-Skachevsky, Pegida UK, Posse Comitatus, Rastriya Swayamsevak Sangh, White Society-88, l'Union du peuple russe, Volkssozialistische Bewegung Deutschlands/Partei der Arbeit et d'autres, qui ne

sont jamais mentionnés par les médias contrôlés par l'impérialisme, et encore moins "excommuniés" par les États-Unis en tant qu'organisations terroristes. Ils sont encore moins "excommuniés" par les USA en tant qu'organisations terroristes.

Parallèlement, seuls Cuba, la RPDC (Corée du Nord), l'Iran et la Syrie figurent sur la liste des "pays parrainant le terrorisme international".

Que reproche-t-on précisément à Cuba qui lui aurait valu de figurer sur cette liste malencontreuse ?

Cuba y a été incluse en 1982 (sous l'administration de Ronald Reagan), retirée en 2015 (Barack Obama) et réinscrite sur la liste en 2021 (Donald Trump). Elle avait été inscrite sur la liste pour avoir fourni des soins médicaux et une assistance politique à des membres des FARC et de l'ETA, bien que Cuba n'ait pas fourni d'armes ou de formation paramilitaire à ces organisations. Cuba a de nouveau été ajoutée à la liste le 12 janvier 2021 ; le secrétaire d'État Mike Pompeo a déclaré que "Cuba a apporté à plusieurs reprises son soutien à des actes de terrorisme international" en hébergeant des fugitifs américains et des chefs rebelles colombiens. Le soutien apporté par Cuba à Nicolás Maduro dans la crise présidentielle au Venezuela est une autre raison de l'ajouter à la liste, car l'administration de Maduro a créé "un environnement permissif permettant aux terroristes internationaux de vivre et de prospérer au Venezuela". Cette nouvelle désignation est intervenue huit jours seulement avant la fin de la présidence de Trump, le 20 janvier. On avait parlé à grande échelle des "attaques soniques" de La Havane, alléguées et jamais prouvées, aujourd'hui oubliées et dont on n'a jamais prétendu qu'elles étaient un mensonge.

Qui soutient cette proposition ad hoc de législation visant à empêcher la suppression de Cuba de la liste ? Le Freedom Caucus, une expression du fascisme au Congrès américain.

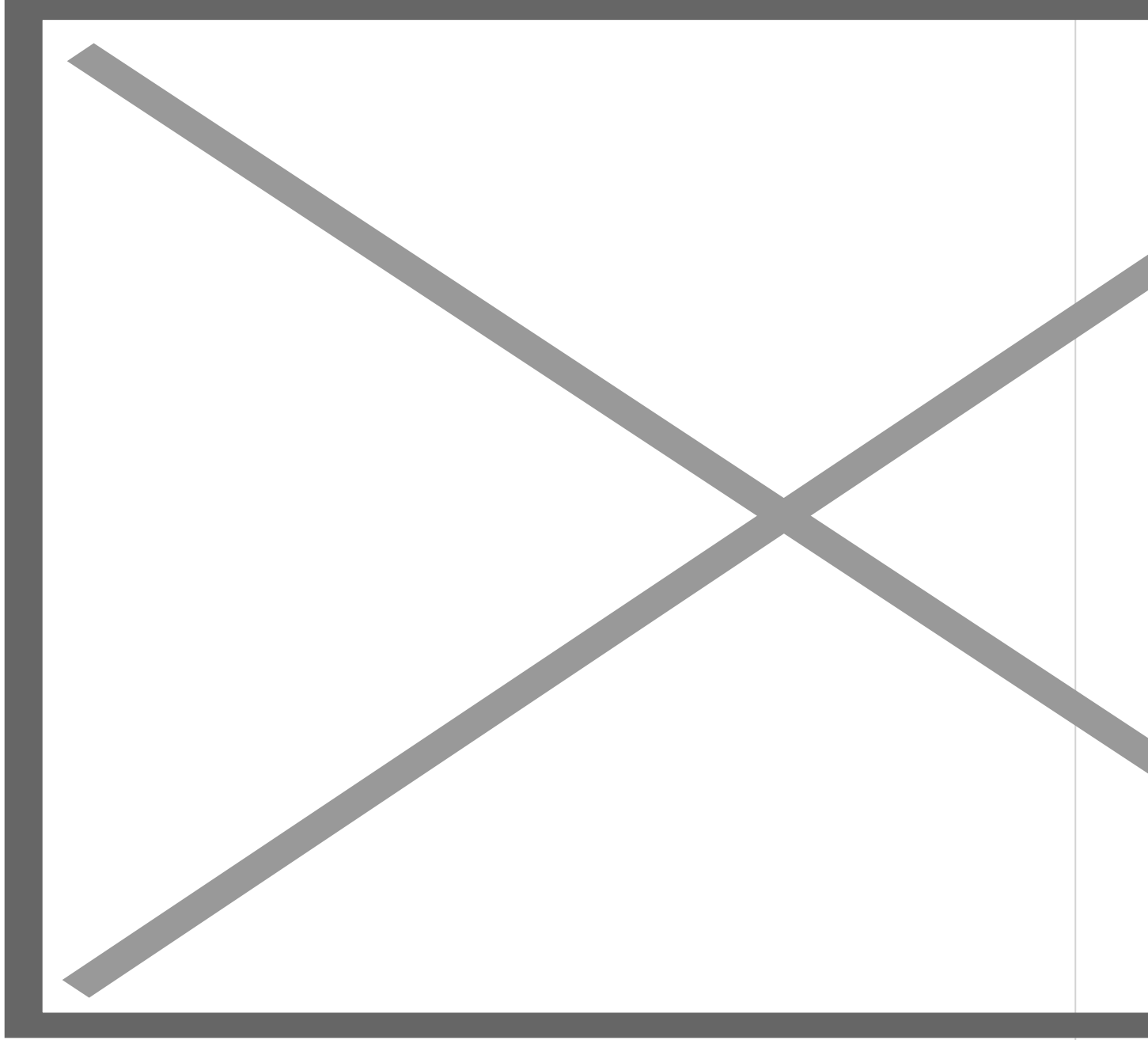
Le Freedom Caucus (le terme "caucus" désigne un groupement au sein d'un parti, par exemple le Latino caucus) est composé de membres républicains conservateurs de la Chambre des représentants des États-Unis. Il est généralement considéré comme le bloc le plus conservateur et le plus à droite au sein de la Conférence républicaine de la Chambre. Le caucus a été formé en janvier 2015 par un groupe de conservateurs et de membres du mouvement Tea Party, dans le but de faire évoluer le leadership républicain vers la droite. Son premier président, Jim Jordan, l'a décrit comme un groupe "plus petit, plus cohésif, plus agile et plus actif" de représentants conservateurs.

Il se positionne à l'extrême droite de l'échiquier politique, certains de ses membres ayant des convictions populistes de droite, comme l'opposition à la réforme de l'immigration, et d'autres étant ouvertement fascistes. Le groupe adopte des positions conservatrices dures et favorise le conservatisme social et le petit gouvernement.

Plus tard, le Freedom Caucus a changé d'orientation et de priorités pour faire totalement allégeance à Donald Trump et est devenu encore plus à droite et ultra-nationaliste, mais moins lié par des principes politiques, s'il en a jamais eu. Ce groupe soutient les candidats de la Chambre par le biais de son comité d'action politique, le House Freedom Fund (beaucoup d'argent, bébé).

Il va sans dire que ce groupe est un ennemi juré de Cuba et de son peuple et qu'il est étroitement lié à l'extrême-droite cubano-américaine de Miami et d'autres régions des États-Unis.

Image not found or type unknown



Trois des principaux membres du Freedom Caucus à la Chambre des représentants de Washington, de gauche à droite, Scott Perry, Marjorie Taylor Greene et Andy Biggs.

Plus de 15 membres du Freedom Caucus soutiendront et chercheront à soutenir cette "législation" introduite par la représentante d'extrême-droite Maria Elvira Salazar (FL-27).

H.R. 314, "Fighting Oppression until the Reign of Castro Ends", également connu sous le nom de loi FORCE. Ce projet de loi empêcherait le président Joe Biden de normaliser les relations avec Cuba à moins que "la liberté et la démocratie ne soient rétablies sur l'île". En d'autres termes, Cuba ne pourrait être retiré de cette liste tant que le gouvernement révolutionnaire ne serait pas "tombé". Non, rien de tel, il

doit aussi y avoir un gouvernement qui ne fait que plaire à l'extrême-droite de Miami.

La version du Sénat du projet de loi a été introduite lors de la dernière session législative par le sénateur Marco Rubio (R-FL), ainsi que par les sénateurs Rick Scott (R-FL) et Ted Cruz (R-TX). La H.R. 314 empêcherait Cuba d'être retirée de la liste de pays qui, selon les États parraineraient le terrorisme jusqu'à ce qu'il réponde aux exigences de la section 205 du FREEDOM Act (loi Helms-Burton) (P.L. 104-114). La section 205 de la loi FREEDOM exige que Cuba remplisse les conditions suivantes :

1. Libérer tous les "prisonniers politiques" et autoriser les organisations internationales de défense des droits de l'homme à enquêter sur les prisons cubaines.
2. la transition du "régime castriste" vers un système qui garantisse les droits du peuple cubain à s'exprimer librement.
3. Engagement en faveur d'"élections libres et équitables".

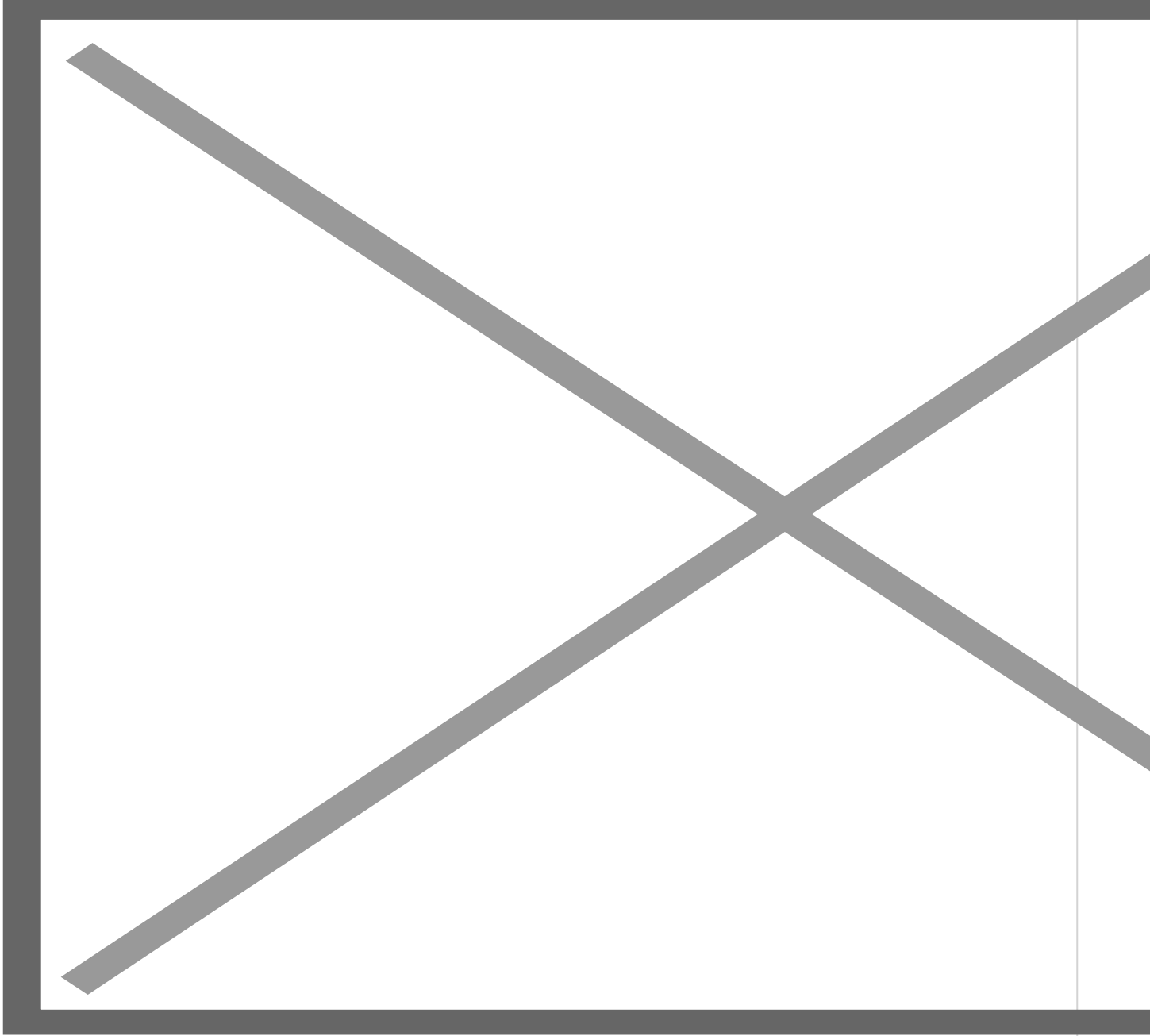
Il est très frappant de constater qu'aucun, absolument aucun de ces trois points n'a de rapport avec le terrorisme, pas même indirectement.

Ce sont les mêmes conditions qui doivent être remplies pour lever le blocus et les sanctions contre le régime cubain. En d'autres termes, ce projet de loi oblige la "dictature de Castro/Diaz-Canel" à se conformer à la législation américaine existante, et non à celle de Cuba, en essayant de ramener Cuba à ce qu'elle était avant 1959, un protectorat américain, ce qui n'arrivera évidemment jamais.

La représentante Salazar est rejointe sur ce projet de loi par les représentants Mario Diaz-Balart (FL-25), Carlos Gimenez (FL-26), Nicole Malliotakis (NY-11), Alex Mooney (WV-02), Stephanie Bice (OK-05), Neal Dunn (FL-02), Kat Cammack (FL-03), Michael Waltz (FL-06), Michael McCaul (TX-10), Ken Buck (CO-04), Burgess Owens (UT-04), Darrell Issa (CA-48), Mark Rutherford (FL-05), Steve Womack (AR-03) et la commissaire résidente de Porto Rico Jenniffer González-Colón.

Le "régime communiste totalitaire" de Cuba est une menace permanente pour la sécurité nationale des États-Unis", a déclaré la représentante Salazar, ajoutant que "le régime de Castro continue de subventionner et de fournir un soutien financier et militaire aux mauvais acteurs dans toute l'Amérique latine".

Image not found or type unknown



Un très grand crucifix sur la poitrine, mais loin de Dieu dans le cœur. Maria Elvira Salazar fait preuve de peu de créativité et encore moins de bienséance en insistant sur le meurtre de ses compatriotes.

"La loi FORCE garantit qu'aucun secrétaire d'État ou président ne peut retirer Cuba de la liste des États qui, d'après les États-Unis, parrainent le terrorisme tant qu'ils ne remplissent pas les conditions minimales de ce qu'elle appelle « une société fonctionnelle et libre », et que "Cette législation n'est pas seulement importante pour la communauté des exilés cubains du 27e district, mais pour des milliers de mes électeurs qui viennent aussi de pays directement subventionnés par La Havane", a ajouté la congressiste Salazar.

"Cuba a joué un rôle majeur dans la menace qui pèse sur les États-Unis en attisant l'instabilité dans toute l'Amérique latine, en soutenant des dictateurs impitoyables comme Nicolás Maduro et Daniel Ortega et en poussant à une émigration massive qui profite au régime illégitime et à ses alliés maléfiques de la Chine communiste, de la Russie et de l'Iran depuis des décennies", a déclaré le sénateur Rick Scott, ancien gouverneur de Floride. "Malheureusement, les politiques d'apaisement d'Obama et de Biden n'ont fait qu'aggraver la situation, en renforçant le régime communiste maléfique et en finançant la poursuite de l'oppression, de l'emprisonnement et de la torture de centaines de Cubains pacifiques, dont des enfants et des adolescentes", a déclaré le sénateur Scott.

C. Gimenez, Rep. M. Diaz-Balart, Rep. N. Malliotakis, et d'autres politiciens floridiens d'extrême droite se sont prononcés dans les mêmes termes.

"L'administration Biden devrait maintenir le "régime de Castro" sur la liste des États soutenant le terrorisme pour avoir [...] condamné illégalement des "milliers de prisonniers politiques lors de procès sommaires" à la suite des manifestations du 11 juillet 2021", a affirmé le représentant C. Gimenez. Si ce n'était pas si sérieux, ça donnerait envie de rire. María Elvira Salazar représente le 27e district de Floride, qui comprend plusieurs villes de la région métropolitaine de Miami, au Congrès américain. Elle est membre de la commission des affaires étrangères et de la commission des petites entreprises de la Chambre des représentants.

Les organisations de solidarité avec Cuba, ainsi qu'un nombre appréciable de politiciens américains jouissant d'un niveau raisonnable de raison et de bon sens, s'opposeront à l'adoption et à la mise en œuvre de cette monstruosité anticubaine.

De plus, nous considérons qu'il est probable que Cuba sera retiré de cette liste fatidique dans les 12 prochains mois : tant le rejet qu'il suscite est fort, non seulement aux États-Unis mais aussi dans toute l'Amérique latine et dans le monde.

*Ingénieur cubain vivant aux États-Unis, collaborateur de Prensa Latina.

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/nacionales/311961-une-impudence-juridique-politique-et-morale-contre-cuba-photos>



Radio Habana Cuba